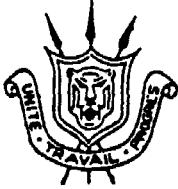


REPUBLIQUE DU BURUNDI



REPUBLIKA Y UBURUNDI

**DECLARATION DE SON EXCELLENCE MADAME
MARIE-GORETH NIZIGAMA, MINISTRE DES
TRANSPORTS, POSTES ET
TELECOMMUNICATIONS, A LA REUNION DE
HAUT NIVEAU SUR L'EXAMEN GLOBAL
APPROFONDI A MI-PARCOURS DE LA MISE EN
ŒUVRE DU PROGRAMME D'ACTION EN FAVEUR
DES PAYS LES MOINS AVANCES POUR LA
DECENNIE 2001-2010**

New York, le 18 SEPTEMBRE 2006

**Madame la Présidente ;
Excellences, Mesdames et Messieurs les chefs d`Etat et de
Gouvernement ;
Honorables Délégués ;
Mesdames et Messieurs ;**

Je voudrais avant tout joindre mon propos à celui des orateurs qui m'ont précédé pour me réjouir de l'excellent travail accompli par l'équipe qui a conduit avec une main de maître l'exercice d'évaluation à mi-parcours du Programme d'Action de Bruxelles en faveur des PMA.

Je saisis donc l'occasion d'adresser, au nom du peuple burundais et de son Gouvernement mes très chaleureuses félicitations au Président et aux Co-Présidents pour la qualité du rapport soumis aux discussions, qui a le mérite d'exposer avec clarté et courage les défis auxquels nos pays ont été confrontés dans la mise en œuvre du Programme décennal en faveur des PMA, ainsi que les stratégies envisagées pour les surmonter et accélérer sa mise en œuvre au cours des cinq prochaines années.

Madame la Présidente,

Le Programme d'Action de Bruxelles est intervenu à une période où le Burundi était en proie à une longue et profonde crise qui a sapé les fondements d'unité nationale et minée les bases économiques du pays. Toutefois, la première période quinquennale de sa mise en œuvre coïncide avec l'amorce et l'aboutissement d'un processus de sortie de crise qui a suscité un sentiment d'optimisme et d'espoir quant aux perspectives futures du pays.

En effet, les cinq dernières années ont été marquées par d'intenses négociations inter-burundais qui ont été couronnées par la mise en place des institutions légitimes à l'issue d'un processus électoral démocratique, libre et transparent.

A ce jour, le pays se remet de plus en plus quoique les séquelles de la crise subsistent et les nouvelles autorités élues s'attèlent à asseoir les conditions propices pour la consolidation de la paix et la relance du développement économique et social. C'est dans ce cadre qu'un Programme Social d'Urgence (PSU) a été préparé et exécuté au courant de l'année 2006, avec le concours des pays et organismes amis dont la plupart sont représentés dans cette salle. La mise en œuvre de ce programme a permis d'alléger la souffrance des centaines de milliers des populations sinistrées par la guerre et de créer les conditions minimales de relance du développement.

Aussi le Gouvernement vient de terminer la préparation du document de stratégie de croissance économique et de réduction de la pauvreté (CSLP- Complet en sigle) dont la mise en œuvre, une fois adopté par les Institutions de Bretton Woods, va permettre de soulager la misère des populations sinistrées par plus d'une décennie de guerre civile et permettra au Burundi de poursuivre et compléter son processus de qualification au bénéfice d'allègement de sa dette dans le cadre de l'Initiative en faveur des Pays Pauvres Très Endettés (I-PPTE).

Madame la Présidente,

Le pari de la paix et de la démocratie que mon pays, le Burundi, est entrain de gagner aujourd'hui constitue une avancée significative vers la stabilité politique et sociale, qui est une condition sine qua none pour la poursuite harmonieuse de la mise en œuvre des stratégies du Programme d'Action de Bruxelles.

Je saisis d'ailleurs l'occasion pour remercier l'organisation des Nations Unies, la Communauté Internationale, l'Union Africaine, les pays de la région et voisins du Burundi ainsi que l'Afrique du Sud et de réitérer à leur endroit les sentiments de gratitude du Gouvernement et du peuple burundais, pour leur engagement et leurs efforts pour sortir le Burundi de son pourbier et lui redonner sa place dans le concert des Nations.

Dans un pays en situation post-conflit comme le Burundi toutefois, où la famine, les maladies, le chômage massif, la dégradation de l'environnement etc sont le lot quotidien des milliers des citoyens, ces acquis positifs sur les plans politique et sécuritaire ne peuvent être préservés que si des réponses appropriées sont trouvées pour juguler ces fléaux.

La persistance d'une telle situation est de nature à raviver les rancœurs et ainsi replonger le pays dans le conflit dans la mesure où elle crée des frustrations et donc un vivier de mécontents sur lesquels s'appuient les fauteurs de guerre pour perpétrer la crise qui à son tour amplifie la pauvreté.

L'occasion est donc pour moi d'exhorter les pays et organisations amis, représentés ici, qui sont restés aux côtés du peuple burundais dans les moments de dures épreuves, de ne pas se lasser et de continuer à lui manifester leur soutien et solidarité, surtout lors de la Table Ronde des Partenaires du Développement, qui est prévue au cours du dernier trimestre 2006, en vue de mobiliser les ressources nécessaires pour la mise en œuvre du Plan d'Action du CSLP du Burundi.

Madame la Présidente,

Vous aurez compris que la mise en œuvre du Programme National d'Action, qui s'inspire du Programme d'Action de Bruxelles, s'est réalisée dans une conjoncture particulièrement difficile pour le Burundi et que le chemin à parcourir reste encore long par rapport à l'atteinte des objectifs du Programme.

La crise ayant eu des effets très adverses sur les secteurs productifs, le Burundi a enregistré de piètres résultats même dans les domaines où les autres PMA ont réalisé des performances appréciables, notamment en matière de croissance économique. En effet, entre 1992 et 2002, le Burundi a enregistré des pertes de productions cumulatives qui s'évaluent à près de 20 % en termes réels.

Le Gouvernement est conscient que dans ces conditions, une cure de cheval devra être administrée à notre économie si l'on veut atteindre les objectifs du Programme d'Action de Bruxelles à l'horizon 2010. Cela devra passer par le relèvement assez significatif du niveau de croissance économique qui à son tour implique un niveau d'investissement conséquent. Néanmoins, ce pari ne pourra être gagné que si la Communauté Internationale se mobilise pour appuyer massivement les efforts du Gouvernement Burundais.

Madame la Présidente,

Les défis qui sont les nôtres aujourd'hui sont malheureusement communs à la plupart des PMA, même ceux ayant connu une relative stabilité politique. Un constat peu antousiamant est que la croissance économique relativement élevée, qui s'est observée dans la plupart des PMA au cours de ces cinq dernières années, n'offre aucune garantie de durabilité car elle repose sur une base faible et non diversifiée et ne s'accompagne pas de création d'emplois stables et rémunérateurs. Elle ne peut donc, à ce jour, être considérée comme un remède efficace pour réduire durablement la pauvreté dans ces pays.

Les défis communs identifiés à l'issue de cet exercice d'évaluation à mi-parcours du Programme d'Action de Bruxelles sont tellement nombreux que je ne saurais les énumérer tous dans ce laps de temps qui m'est imparti. Toutefois, malgré leur multiplicité et complexité, ces défis sont loin d'être une fatalité pour les PMA. Nous avons les moyens, le courage et la détermination nécessaires pour en venir au bout à l'horizon temporel fixé, c'est-à-dire en 2010.

Pour cela, les PMA ont seulement besoin d'être soutenus par la Communauté Internationale dans leurs efforts visant à surmonter ces difficultés. Ils ont surtout besoin que des moyens financiers suffisants soient mis à leur disposition à travers le relèvement de l'aide publique au développement (APD). Ils ont également besoin d'un peu plus de justice et d'équité dans les relations commerciales avec leurs partenaires du Nord.

Concernant spécifiquement ce dernier aspect, je voudrais interpeller l'organisation des Nations Unies, à travers son Secrétaire Général, pour aider les PMA dans la recherche des solutions durables aux problèmes générés par le système commercial multilatéral, en matière d'accès de nos produits sur les marchés des pays développés, des subventions accordées par les pays riches à leurs agriculteurs ainsi que des soutiens internes qui compromettent la compétitivité des produits en provenance des PMA sur le marché international.

Je vous remercie.